

Medienspiegel zur Präsentation der Ergebnisse der trinationalen Jugendumfrage durch die Deutsch-französisch-schweizerische Oberrheinkonferenz im Rathaus Basel am Freitag, 11. Oktober 2019

Print

bz

Samstag, 12. Oktober 2019

Das Selbstverständnis der Jugendlichen als Europäer

Eine trinationale Umfrage zeigt: Die Jugend der Region pfeift vielfach auf Grenzen. Doch es gibt länderspezifische Unterschiede.

Junge Menschen in der Grenzregion von Basel sind an grenzüberschreitender Zusammenarbeit interessiert, wobei die gegenseitigen Sprachkenntnisse von Französisch und Deutsch ausbaufähig sind. Dies ergab eine trinationale Umfrage des Basler Präsidentsdepartements. Befragt wurden rund 1400 junge Menschen im Alter von 18 bis 29 Jahren in der deutsch-französisch-schweizerischen Oberrheinregion bei Basel. Das Präsidentsdepartement, dessen Vorsteherin Elisabeth Ackermann aktuelle Präsidentin der Oberrheinkonferenz ist, hat das Markt- und Sozialforschungsinstitut GFS Zürich mit der Umfrage beauftragt. Die am Freitag vorgestellten Resultate brachten mehr oder weniger übereinstimmende Aussagen bei übergeordneten Themen zutage. In Detailfragen zeigen sich aber auch länderspezifische Unterschiede. Auffallend ist, dass sich die jungen Menschen mehrheitlich als Europäerinnen und Europäer verstehen, während die Identität als Bewohner der Oberrheinregion weitaus weniger ausgeprägt ist. Am deutlichsten äussert sich die Identifizierung als Europäer bei den Deutschen (77 Prozent), während die Schweizer (66 Prozent) sich hier etwas zurückhaltender zeigen.

Der grenzüberschreitende freie Personenverkehr wird in allen drei Ländern deutlich als Chance (54 Prozent) oder gar als Notwendigkeit (37 Prozent) erachtet. Die Schweizer sind hier ein bisschen skeptischer als die deutschen und französischen Nachbarn, wobei der Anteil von 9 Prozent, der hier ein Risiko sieht, klein ist. Bei den übergeordneten Themen sind sich die Bewohner der drei Länder mehr oder weniger einig. Den grössten Handlungsbedarf orten sie ohne mar-

kante länderspezifische Unterschiede beim Umweltschutz (56 Prozent), bei der Mobilität (45 Prozent) und der Bildung (37 Prozent). Auffallend ist aber, dass das Thema Flüchtlinge die Franzosen weit weniger stark bewegt (13 Prozent) als die Deutschen (34 Prozent) und die Schweizer (33 Prozent).

Schweizer wollen nicht im Ausland wohnen

Bei der Themengruppe Arbeit und Bildung zeigen sich deutliche länderspezifische Unterschiede. Während sich 88 Prozent der Franzosen und 72 Prozent der Deutschen vorstellen können, im nahen Ausland zu arbeiten, liegt dieser Wert bei den Schweizern mit 32 Prozent weit darunter. Zurückhaltender geben sich die Schweizer auch bei den Punkten Weiterbildung, Hochschule und ganz ausgeprägt bei der Berufsbildung. Nur 22 Prozent der Schweizer können sich eine Berufsbildung im nahen Ausland vorstellen, während dies bei den Franzosen (76 Prozent) hoch im Kurs steht.

Das grenzüberschreitende Angebot im öffentlichen Verkehr wird aber mehrheitlich (53 Prozent) und ohne auffallende länderspezifische Unterschiede als gut oder sehr gut bewertet. 33 Prozent erachten das Angebot allerdings für ausbaufähig.

So durchlässig wie die geografischen Grenzen sind die Sprachgrenzen zwischen Französisch und Deutsch allerdings bei weitem nicht. In allen drei Ländern ist es nur eine Minderheit welche die Fremdsprache, Französisch oder Deutsch, gut spricht. Die Schweizer (29 Prozent) und Franzosen (27 Prozent) stehen hier aber weit besser da als die Deutschen, die nur einen verschwindenden Wert von 10 Prozent aufweisen. (sda)

BÂLE Enquête

Les jeunes des trois pays du Rhin supérieur s'expriment

Une grande enquête a été lancée l'été dernier auprès des jeunes des trois pays frontaliers du Rhin supérieur. L'objectif était de mieux cerner les comportements de la jeunesse trinationale. Les conclusions de cette enquête ont été présentées la semaine dernière à Bâle.

Une enquête auprès des jeunes de la région des Trois pays a été réalisée du 18 juin au 19 août dernier. Sous l'intitulé « Donner la parole à la jeunesse », la présidente du conseil d'État du canton de Bâle-Ville, Elisabeth Ackermann, a demandé ce travail dans le cadre de sa présidence de la Conférence du Rhin supérieur. Le but de ce sondage était de mieux cerner les comportements des jeunes ainsi que leurs expériences et intérêts dans le domaine de la coopération transfrontalière afin de pouvoir les impliquer davantage dans le tissu régional.

L'Institut de recherche sociale GFS-Zürich a interrogé 1403 personnes de 18 à 29 ans par questionnaire en ligne ou entre-

tien téléphonique. Dans le détail, 570 Français, 450 Suisses et 383 Allemands ont participé à l'enquête dont les résultats ont été présentés lors d'une conférence de presse organisée la semaine dernière à l'Hôtel de ville de Bâle.

Les jeunes se sentent européens

Les résultats montrent des différences d'expériences transfrontalières selon le pays d'origine, certainement influencées par les compétences linguistiques et les capacités financières. L'étude montre que les jeunes se sentent européens, ont une grande ouverture et une expérience transfrontalière, surtout dans le domaine des loisirs. Des contradictions ont été mises en avant au niveau de la mobilité, avec des déplacements principalement en voiture, mais l'utilisation des transports en commun figure en bonne place.

Protection de l'environnement et engagement transfrontalier



Les résultats de l'enquête ont été dévoilés lors d'une conférence de presse à l'Hôtel de Ville de Bâle. Photo L'Alsace/P.H.

Au niveau linguistique, les Suisses semblent meilleurs dans la maîtrise de la langue du voisin puisque seulement 13 % ne parlent pas français alors qu'ils sont

41 % en Allemagne. Pour les Français, on a mis en évidence que 27 % de l'échantillon ne parlait pas allemand. On comprend bien qu'il y a des progrès à faire

au niveau des compétences linguistiques.

Les sujets de la protection de l'environnement, de la mobilité et de la formation sont déclarés

comme prioritaires chez les sondés. L'enquête a aussi mis en évidence la problématique de l'ouverture du marché du travail, les Suisses étant plus réservés que les Allemands et les Français. La jeune génération exprime une volonté pour un engagement transfrontalier plus important. Ce qui permet à la présidente Elisabeth Ackermann de conclure : « Les politiques sont appelés à trouver des formes attrayantes d'implication et de participation pour la jeune génération ». Pour Manuel Friesbeck, secrétaire général de la Regio Basiliensis, « l'enquête montre que le multilinguisme constitue la base indispensable pour la coopération trinationale, les rencontres interculturelles et le marché du travail ; il doit donc être systématiquement encouragé ».

Claudine Ganter, conseillère régionale Grand Est et présidente du Conseil rhénan reconnaît que « ce sondage nous met face à nos réalités. Il faut passer à des choses plus concrètes pour améliorer la coopération transfrontalière tout en continuant à travailler sur le plurilinguisme ».

Pierre HERZOG

Dienstag, 15. Oktober 2019

RHIN SUPÉRIEUR Enquête

La parole à la jeunesse

Une grande enquête a été lancée l'été dernier auprès des jeunes des trois pays frontaliers du Rhin supérieur. L'objectif était de mieux cerner les comportements de la jeunesse trinationale. Les conclusions de cette enquête ont été présentées la semaine dernière à Bâle.

Une enquête auprès des jeunes de la région des Trois pays a été réalisée du 18 juin au 19 août dernier. Sous l'intitulé « Donner la parole à la jeunesse », la présidente du conseil d'État du canton de Bâle-Ville, Elisabeth Ackermann, a demandé ce travail dans le cadre de sa présidence de la Conférence du Rhin supérieur. Le but de ce sondage était de mieux cerner les comportements des jeunes ainsi que leurs expériences et intérêts dans le domaine de la coopération transfrontalière afin de pouvoir les impliquer davantage dans le

tissu régional.

L'Institut de recherche sociale GFS-Zürich a interrogé 1403 personnes de 18 à 29 ans par questionnaire en ligne ou entretien téléphonique. Dans le détail, 570 Français, 450 Suisses et 383 Allemands ont participé à l'enquête dont les résultats ont été présentés lors d'une conférence de presse organisée la semaine dernière à l'hôtel de ville de Bâle.

Des jeunes pour l'Europe

Les résultats montrent des différences d'expériences transfrontalières selon le pays d'origine, certainement influencées par les compétences linguistiques et les capacités financières. L'étude montre que les jeunes se sentent européens, ont une grande ouverture et une expérience transfrontalière, surtout dans le domaine des loisirs. Des contradictions ont été mises en avant au niveau de la mobilité, avec des déplacements princi-

palement en voiture, mais l'utilisation des transports en commun figure en bonne place.

Au niveau linguistique, les Suisses semblent meilleurs dans la maîtrise de la langue du voisin puisque seulement 13 % ne parlent pas français alors qu'ils sont 41 % en Allemagne. Pour les Français, on a mis en évidence que 27 % de l'échantillon ne parlait pas allemand. On comprend bien qu'il y a des progrès à faire au niveau des compétences linguistiques.

Les sujets de la protection de l'environnement, de la mobilité et de la formation sont déclarés comme prioritaires chez les sondés. L'enquête a aussi mis en évidence la problématique de l'ouverture du marché du travail, les Suisses étant plus réservés que les Allemands et les Français. La jeune génération exprime une volonté pour un engagement transfrontalier plus important. Ce qui permet à la prési-



Les résultats de l'enquête ont été dévoilés lors d'une conférence de presse à l'hôtel de ville de Bâle. Photo L'Alsace/P.H.

dente Elisabeth Ackermann de conclure : « Les politiques sont appelés à trouver des formes attrayantes d'implication et de participation pour la jeune génération. » Pour Manuel Friesecke, secrétaire général de la Regio Basiliensis, « l'enquête montre que le multilinguisme constitue la base indispensable pour la coopération trinationale, les rencontres interculturelles et le marché du

travail : il doit donc être systématiquement encouragé ».

Claudine Ganter, conseillère régionale Grand Est et présidente du Conseil rhénan, reconnaît que « ce sondage nous met face à nos réalités. Il faut passer à des choses plus concrètes pour améliorer la coopération transfrontalière tout en continuant à travailler sur le plurilinguisme ».

Pierre HERZOG

Freitag, 18. Oktober 2019

UMFRAGE Junge Erwachsene im Dreiland wollen offene Grenzen und regionale Zusammenarbeit

Miteinander ist man stärker

«Der Jugend eine Stimme geben» – unter diesem Vorsatz hat Elisabeth Ackermann eine Umfrage bei jungen Menschen im Dreiland in Auftrag gegeben.

NATHALIE REICHEL

Über sechs Millionen Menschen leben im Gebiet des Oberrheins – und somit fast so viele wie in der ganzen Schweiz, nur auf viel engerem Raum. Die junge Bevölkerung dieser Region kann sich nur schwer mit der Identität als Oberrheiner identifizieren, während sie sich umso mehr mit der europäischen Identität verbunden fühlt. Das zeigt eine Umfrage, welche die Regierungspräsidentin des Kantons Basel-Stadt und Präsidentin der Oberrheinkonferenz, Elisabeth Ackermann, letzten Sommer in Auftrag gab. Befragt wurden junge Erwachsene im Alter von 18 bis 29 Jahren im Dreiland: von der Region Basel und deren Nachbarkantone über Mulhouse und Freiburg im Breisgau bis Strassburg und Karlsruhe. Die Ergebnisse der Befragung wurden letzten Freitag den Medien vorgestellt. Die jüngeren Bewohnerinnen und Bewohner des Dreilands schätzten die trinationale Zusammenarbeit und wünschten sich noch mehr grenzüberschreitende Angebote, lautet das Fazit der Umfrage.

Die meisten Befragten überqueren die Grenzen in ihrer Freizeit. Am beliebtesten sind Ausflüge und Einkäufe in den beiden Nachbarländern. Fast alle benutzen dafür ein Auto und nur wenige das Tram, die S-Bahn oder den Bus. Und das trotz der guten Bewertung der grenzüberschreitenden öffentlichen Verkehrsmittel im Dreiland. Mehr als die Hälfte der Befragten ist offenbar mit dem ÖV zufrieden.

Die junge Generation mitwirken lassen

Vor allem in den Bereichen Umweltschutz, Mobilität und Bildung wünscht sich die junge Bevölkerung im Dreiland mehr Kooperation. «Diese Schwerpunktsetzung zeigt, dass die Jugend die gleiche Agenda wie die Politik verfolgt», stellt Ackermann fest.



Claudine Ganter, Elisabeth Ackermann und Manuel Friesecke (vr.) ziehen wichtige Schlüsse aus der Umfrage.

Foto: Nathalie Reichel

Die Regierungspräsidentin kommt zum Schluss, dass die jüngere Bevölkerung künftig vermehrt in der trinationalen Zusammenarbeit mitwirken solle. Dies geschehe erfahrungsgemäss aber nur schwer über Institutionen. Gesucht seien deshalb neue Plattformen, welche die jüngere Generation besser ansprechen: thematische Arbeitsgruppen, Projekte und die sozialen Medien.

Um die Mobilität zu fördern, sieht Elisabeth Ackermann die Stärkung der grenzüberschreitenden ÖV-Nutzung vor. Konkret solle der Ausbau der Tarifkooperationen und diverse Vergünstigungen die Überquerung der Grenzen erleichtern. Der Geschäftsführer des Vereins Regio Basiliensis, Manuel Friesecke, zieht aus der Umfrage eine wichtige Erkenntnis: «Die neue Generation im Dreiland wünscht sich offene Grenzen und mehr Regio-Kooperation.»

Obwohl die Befragten aus der Schweiz vom Arbeiten im Nachbarland eher absehen, besteht ihrer Mei-

nung nach im Bereich der Bildung Handlungsbedarf. Da dies auch die anderen beiden Länder so schon, will Ackermann zum Beispiel prüfen, ob mehrmonatige Praktika im Rahmen des Euregio-Zertifikats möglich sind. Bisher hemme vor allem die sprachliche Barriere die trinationale Zusammenarbeit im Bereich der Bildung, betont Friesecke. Dass die Barriere existiert, bestätigt auch die Umfrage: Gerade einmal zehn Prozent der Deutschen geben an, gute bis sehr gute Französischkenntnisse zu haben. In Frankreich spricht immerhin ein Viertel der Befragten gut Deutsch.

Auch wenn die Situation in der Schweiz deutlich besser aussieht, soll die Förderung der Nachbarsprache im Dreiland künftig intensiviert werden. Claudine Ganter, Präsidentin des Oberrheintrats, kommt zum Schluss: «Schüleraustausche und andere Aktivitäten, die das Sprachniveau verbessern, sollen weitergeführt werden.»

Die ORK setzt gemeinsame Ziele um

Dafür, dass der Gedanke «Drei Länder, eine Region» nicht nur ein Gedanke bleibt, sorgt die Oberrheinkonferenz (ORK). Die grenzüberschreitende Zusammenarbeit zwischen den Regionen des Oberrheins und die Realisierung gemeinsamer Projekte gehören zu ihren wichtigsten Zielen. Bereits existierende Angebote wie der Museumspass und das Euregio-Zertifikat zeigen, dass diese Ziele tatsächlich umgesetzt werden. Die Schweiz, Deutschland und Frankreich teilen viel mehr als nur den geografischen Raum miteinander: Im Rahmen der diesjährigen Präsidentschaft von Elisabeth Ackermann wurde eine Ausstellung konzipiert, welche die Einsatzgebiete der ORK vorstellt und von August bis September im Riehener Gemeindehaus zu sehen war (RZ34 vom 23.8.2019).

Online

Die Oberbadische

Sonntag, 13. Oktober 2019

Über Grenzen zusammenwachsen

Junge Menschen in der trinationalen Oberrheinregion sind an grenzüberschreitender Zusammenarbeit interessiert, wobei die gegenseitigen Sprachkenntnisse von Französisch und Deutsch ausbaufähig sind. Dies ergab eine Umfrage des Basler Präsidentsdepartements.



Die Jugend im Oberrheinraum versteht sich laut einer Befragung mehrheitlich als Europäer. Foto: Archiv Foto: Die Oberbadische

Regio (sda). Befragt wurden rund 1400 junge Menschen im Alter von 18 bis 29 Jahren in der deutsch-französisch-schweizerischen Oberrheinregion im weitgefassten Umkreis rund um Basel. Dieser bezieht die Nordwestschweizer Kantone, das Elsass und den südbadischen Raum mit ein.

Die vorgestellten Ergebnisse brachten mehr oder weniger übereinstimmende Aussagen bei übergeordneten Themen zu Tage. Bei Einzelfragen zeigen sich aber auch länderspezifische Unterschiede.

Auffallend ist, dass sich die jungen Menschen mehrheitlich als Europäer verstehen, während die Identität als Bewohner der Oberrheinregion weitaus weniger ausgeprägt ist. Am deutlichsten äußert sich die Identifizierung als Europäer bei den Deutschen (77 Prozent), während die Schweizer (66 Prozent) sich hier etwas zurückhaltender zeigen.

Der grenzüberschreitende freie Personenverkehr wird in allen drei Ländern deutlich als Chance (54 Prozent) oder gar als Notwendigkeit (37 Prozent) erachtet. Die Schweizer sind hier ein bisschen skeptischer als die deutschen und französischen Nachbarn, wobei der Anteil von 9 Prozent, der hier ein Risiko sieht, klein ist.

Bei den übergeordneten Themen sind sich die Bewohner der drei Länder mehr oder weniger einig. Den größten Handlungsbedarf orten sie ohne markante länderspezifische Unterschiede beim Umweltschutz (56 Prozent), bei der Mobilität (45 Prozent) und der Bildung (37 Prozent). Auffallend ist aber, dass das Thema Flüchtlinge die Franzosen weit weniger stark bewegt (13 Prozent) als die Deutschen (34 Prozent) und die Schweizer (33 Prozent).

Unterschiede beim Thema Arbeit und Bildung

Bei der Themengruppe Arbeit und Bildung zeigen sich deutliche länderspezifische Unterschiede. Während sich 88 Prozent der Franzosen und 72 Prozent der Deutschen vorstellen können, im nahen Ausland zu arbeiten, liegt dieser Wert bei den Schweizern mit 32 Prozent weit darunter.

Zurückhaltender geben sich die Schweizer auch bei den Punkten Weiterbildung, Hochschule und ganz ausgeprägt bei der Berufsbildung. Nur 22 Prozent der Schweizer könnten sich eine Berufsbildung im nahen Ausland vorstellen, während dies bei den Franzosen (76 Prozent) hoch im Kurs steht.

So durchlässig wie die geografischen Grenzen sind die Sprachgrenzen zwischen Französisch und Deutsch bei weitem nicht. Gut oder fließend spricht in allen drei Ländern nur eine Minderheit die Fremdsprache Französisch oder Deutsch. Die Schweizer (29 Prozent) und Franzosen (27 Prozent) stehen hier aber weit besser da als die Deutschen, die nur einen Wert von 10 Prozent aufweisen.

Junge Menschen in trinationaler Oberrheinregion denken europäisch



Wenn die jungen Deutschen, die Franzosen und Schweizer die Grenzen im Dreiland überschreiten, dann tun sie dies mehrheitlich im Auto und nur relativ selten mit dem Tram. Bild: KEYSTONE/GEORGIOS KEFALAS

Junge Menschen in der trinationalen Oberrheinregion sind an grenzüberschreitender Zusammenarbeit interessiert, wobei die gegenseitigen Sprachkenntnisse von Französisch und Deutsch ausbaufähig sind. Dies ergab eine Umfrage des Basler Präsidentsdepartements.

Befragt wurden rund 1400 junge Menschen im Alter von 18 bis 29 Jahren in der deutsch-französisch-schweizerischen Oberrheinregion im weitgefassten Perimeter rund um Basel. Dieser bezieht die Nordwestschweizer Kantone, das Elsass und den südbadischen Raum mit ein. Das Präsidentsdepartement, dessen Vorsteherin Elisabeth Ackermann aktuelle Präsidentin der Oberrheinkonferenz ist, hat das Markt- und Sozialforschungsinstitut gfs-zürich mit der Umfrage beauftragt.

Die am Freitag vorgestellten Resultate brachten mehr oder weniger übereinstimmende Aussagen bei übergeordneten Themen zu Tage. In Detailfragen zeigen sich aber auch länderspezifische Unterschiede.

Auffallend ist, dass sich die jungen Menschen mehrheitlich als Europäerinnen und Europäer verstehen, während die Identität als Bewohner der Oberrheinregion weitaus weniger ausgeprägt ist. Am deutlichsten äussert sich die Identifizierung als Europäer bei den Deutschen (77 Prozent), während die Schweizer (66 Prozent) sich hier etwas zurückhaltender zeigen.

Der grenzüberschreitende freie Personenverkehr wird in allen drei Ländern deutlich als Chance (54 Prozent) oder gar als Notwendigkeit (37 Prozent) erachtet. Die Schweizer sind hier ein bisschen skeptischer als die deutschen und französischen Nachbarn, wobei der Anteil von 9 Prozent, der hier ein Risiko sieht, klein ist.

Bei den übergeordneten Themen sind sich die Bewohner der drei Länder mehr oder weniger einig. Den grössten Handlungsbedarf orten sie ohne markante länderspezifische Unterschiede beim Umweltschutz (56 Prozent), bei der Mobilität (45 Prozent) und der Bildung (37 Prozent). Auffallend ist aber, dass das Thema Flüchtlinge die Franzosen weit weniger stark bewegt (13 Prozent) als die Deutschen (34 Prozent) und die Schweizer (33 Prozent).

Unterschiede beim Thema Arbeit und Bildung

Bei der Themengruppe Arbeit und Bildung zeigen sich deutliche länderspezifische Unterschiede. Während sich 88 Prozent der Franzosen und 72 Prozent der Deutschen vorstellen können, im nahen Ausland zu arbeiten, liegt dieser Wert bei den Schweizern mit 32 Prozent weit darunter.

Zurückhaltender geben sich die Schweizer auch bei den Punkten Weiterbildung, Hochschule und ganz ausgeprägt bei der Berufsbildung. Nur 22 Prozent der Schweizer könnten sich eine Berufsbildung im nahen Ausland vorstellen, während dies bei den Franzosen (76 Prozent) hoch im Kurs steht.

Bei der Wahl der Verkehrsmittel zur Grenzüberfahrt steht in allen drei Ländern das Auto deutlich an der Spitze (88 Prozent), gefolgt vom Zug (29 Prozent) und dem Tram (17 Prozent). Das grenzüberschreitende Angebot im öffentlichen Verkehr wird aber mehrheitlich (53) und ohne auffallende länderspezifische Unterschiede als gut oder sehr gut bewertet. 33 Prozent erachten das Angebot allerdings für ausbaufähig.

Wenn die jungen Bewohner die Grenze überschreiten, dann tun sie dies erster Linie für Ausflüge (43 Prozent) und zum Einkaufen (41 Prozent). Letzteres ist besonders bei den Schweizern (55 Prozent) beliebt.

Ausgeprägte Sprachgrenzen

So durchlässig wie die geografischen Grenzen sind die Sprachgrenzen zwischen Französisch und Deutsch bei weitem nicht. Gut oder fliessend spricht in allen drei Ländern nur eine Minderheit die Fremdsprache Französisch oder Deutsch. Die Schweizer (29 Prozent) und Franzosen (27 Prozent) stehen hier aber weit besser da als die Deutschen, die nur einen Wert von 10 Prozent aufweisen.

Hier sehen die Basler Regierungspräsidentin Elisabeth Ackermann und Claudine Ganter, Conseillère régionale Grand Est und Präsidentin des Oberrheinrats Handlungsbedarf. Die gegenseitige Verständigung habe nachweislich einen direkten Einfluss auf die

Ausgestaltung der Grenzerfahrungen im Dreiland, heisst es in der Medienmitteilung zur Umfrage.

Manuel Friesecke, Geschäftsführer des Vereins Regio Basiliensis, lässt sich in der Medienmitteilung mit den Worten zitieren, dass Mehrsprachigkeit als «unabdingbare Basis für trinationale Kooperation» konsequent zu fördern sei. Der Verein versteht sich als Vernetzungs- und Austauschplattform zur grenzüberschreitenden Zusammenarbeit.

TV



Freitag, 11. Oktober 2019



Basel

Junge Menschen im Dreiland denken europäisch

Junge Menschen in der Grenzregion von Basel sind an grenzüberschreitender Zusammenarbeit interessiert, ihre Sprachkenntnisse sind aber noch ausbaubar.

Befragt wurden rund 1400 junge Menschen im Alter von 18 bis 29 Jahren in der deutsch-französisch-schweizerischen Oberrheinregion bei Basel. Das Präsidial-departement, dessen Vorsteherin Elisabeth Ackermann aktuelle Präsidentin der Oberrheinkonferenz ist, hat das Markt- und Sozialforschungsinstitut gfs-zürich mit der Umfrage beauftragt.

Die am Freitag vorgestellten Resultate brachten mehr oder weniger übereinstimmende Aussagen bei übergeordneten Themen zu Tage. In Detailfragen zeigen sich aber auch länderspezifische Unterschiede.

Auffallend ist, dass sich die jungen Menschen mehrheitlich als Europäerinnen und Europäer verstehen, während die Identität als Bewohner der Oberrheinregion weitaus weniger ausgeprägt ist. Am deutlichsten äussert sich die Identifizierung als Europäer bei

den Deutschen (77 Prozent), während die Schweizer (66 Prozent) sich hier etwas zurückhaltender zeigen.

Der grenzüberschreitende freie Personenverkehr wird in allen drei Ländern deutlich als Chance (54 Prozent) oder gar als Notwendigkeit (37 Prozent) erachtet. Die Schweizer sind hier ein bisschen skeptischer als die deutschen und französischen Nachbarn, wobei der Anteil von 9 Prozent, der hier ein Risiko sieht, klein ist.

Bei den übergeordneten Themen sind sich die die Bewohner der drei Länder mehr oder weniger einig. Den grössten Handlungsbedarf orten sie ohne markante länderspezifische Unterschiede beim Umweltschutz (56 Prozent), bei der Mobilität (45 Prozent) und der Bildung (37 Prozent). Auffallend ist aber, dass das Thema Flüchtlinge die Franzosen weit weniger stark bewegt (13 Prozent) als die Deutschen (34 Prozent) und die Schweizer (33 Prozent).

Unterschiede beim Thema Arbeit und Bildung

Bei der Themengruppe Arbeit und Bildung zeigen sich deutliche länderspezifische Unterschiede. Während sich 88 Prozent der Franzosen und 72 Prozent der Deutschen vorstellen können, im nahen Ausland zu arbeiten, liegt dieser Wert bei den Schweizern mit 32 Prozent weit darunter.

Zurückhaltender geben sich die Schweizer auch bei den Punkten Weiterbildung, Hochschule und ganz ausgeprägt bei der Berufsbildung. Nur 22 Prozent der Schweizer könnten sich eine Berufsbildung im nahen Ausland vorstellen, während dies bei den Franzosen (76 Prozent) hoch im Kurs steht.

Bei der Wahl der Verkehrsmittel zur Grenzüberfahrt steht in allen drei Ländern das Auto deutlich an der Spitze (88 Prozent), gefolgt vom Zug (29 Prozent) und dem Tram (17 Prozent). Das grenzüberschreitende Angebot im öffentlichen Verkehr wird aber mehrheitlich (53) und ohne auffallende länderspezifische Unterschiede als gut oder sehr gut bewertet. 33 Prozent erachten das Angebot allerdings für ausbaufähig.

Wenn die jungen Bewohner die Grenze überschreiten, dann tun sie dies erster Linie für Ausflüge (43 Prozent) und zum Einkaufen (41 Prozent). Letzteres ist besonders bei den Schweizern (55 Prozent) beliebt.

Ausgeprägte Sprachgrenzen

So durchlässig wie die geografischen Grenzen sind die Sprachgrenzen zwischen Französisch und Deutsch bei weitem nicht. Gut oder fliessend spricht in allen drei Ländern nur eine Minderheit die Fremdsprache Französisch oder Deutsch. Die Schweizer (29 Prozent) und Franzosen (27 Prozent) stehen hier aber weit besser da als die Deutschen, die nur einen Wert von 10 Prozent aufweisen.

Hier sehen die Basler Regierungspräsidentin Elisabeth Ackermann und Claudine Ganter, Conseillère régionale Grand Est und Präsidentin des Oberrheinrats Handlungsbedarf. Die gegenseitige Verständigung habe nachweislich einen direkten Einfluss auf die Ausgestaltung der Grenzerfahrungen im Dreiland, heisst es in der Medienmitteilung zur Umfrage.

Manuel Friesecke, Geschäftsführer des Vereins Regio Basiliensis, lässt sich in der Medienmitteilung mit den Worten zitieren, dass Mehrsprachigkeit als «unabdingbare Basis

für trinationale Kooperation» konsequent zu fördern sei. Der Verein versteht sich als Vernetzungs- und Austauschplattform zur grenzüberschreitenden Zusammen-arbeit.